



La modernisation de l'enseignement supérieur en Europe 2011: financement et dimension sociale

Ce rapport porte sur la dimension sociale de l'enseignement supérieur – un sujet qui, ces dernières années, a gagné en importance dans les débats politiques tant au niveau européen que national. La dimension sociale concerne le processus d'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur à la plus grande partie possible de la population.

Cette étude a pour année de référence 2009/2010 et couvre 31 pays (tous les États membres de l'UE, plus l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Turquie).

L'ÉLARGISSEMENT DE LA PARTICIPATION EST LE DÉFI PRINCIPAL DE LA DIMENSION SOCIALE

Une des tendances les plus significatives dans l'enseignement supérieur européen au cours de la dernière décennie est la poursuite du processus de massification, avec un accroissement moyen du nombre d'étudiants de 25 %. Ce processus est un phénomène mondial lié à une réorientation vers une société basée sur la connaissance et qui génère de nouveaux défis pour l'Europe. Toutefois, même si le nombre d'étudiants augmente, cela ne signifie pas nécessairement que l'enseignement supérieur devient plus socialement inclusif.

Les ministres de l'enseignement supérieur ont souligné que «le corps étudiant qui accède à

l'enseignement supérieur, y fait ses études et les achève, à tous les niveaux devrait refléter la diversité de nos populations» insistant sur le fait que «les étudiants puissent achever leurs études sans obstacles liés à leur origine sociale ou à leur condition économique» (Communiqué de Londres 2007, p. 5). Conformément aux déclarations européennes, la plupart des pays proclame que l'augmentation et l'élargissement de la participation à l'enseignement supérieur est un objectif politique majeur. Néanmoins, il s'agit d'une priorité parmi d'autres, et il y a peu de preuves que les pays font un parallèle entre les débats sur des thèmes tels que la qualité ou l'excellence et la dimension sociale.

À propos d'Eurydice

Le **réseau Eurydice** fournit de l'information sur les systèmes éducatifs européens ainsi qu'une analyse de ces systèmes et des politiques menées en la matière. En 2011, il est constitué de 37 unités nationales basées dans les 33 pays qui participent au programme de l'Union européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie (les États membres de l'EU, les pays de l'AELE, la Croatie et la Turquie); il est coordonné et géré par l'Agence exécutive «Éducation, Audiovisuel et Culture», située à Bruxelles, qui élabore ses publications et fournit une vaste gamme de ressources en ligne.

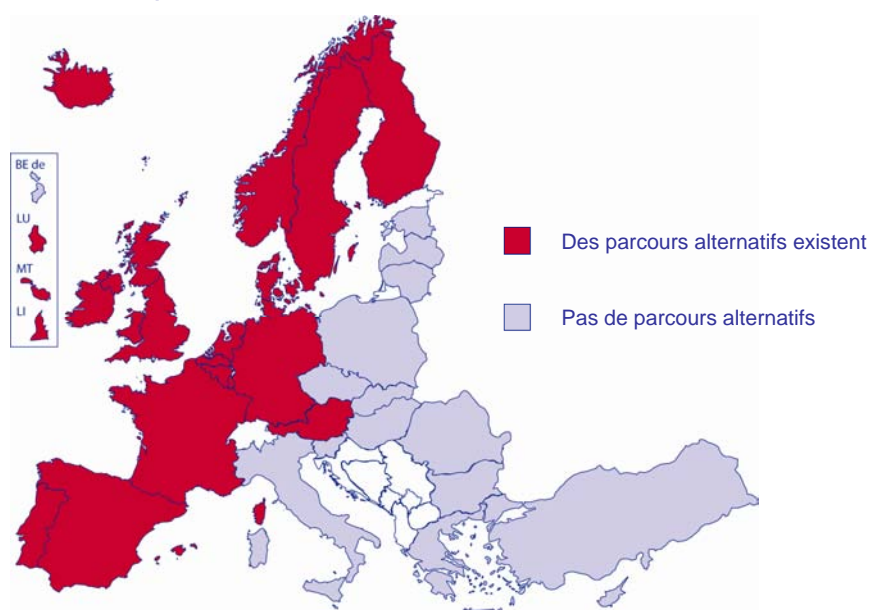


DEUX APPROCHES POLITIQUES PRINCIPALES POUR ÉLARGIR LA PARTICIPATION

Les pays européens montrent des différences significatives quant à leur approche pour élargir la participation. Certains pays se concentrent sur les mesures visant à augmenter la participation des groupes sous-représentés dans l'enseignement supérieur, alors que d'autres envisagent une approche générale pour augmenter et élargir la participation globale, en espérant que cela mènera également à un accroissement de la participation des groupes socialement défavorisés. Un troisième groupe de pays combine à la fois des mesures générale et ciblées.

Un peu plus de la moitié des pays membres d'Eurydice ont établi des parcours alternatifs pour accéder à l'enseignement supérieur, alors que quinze systèmes nationaux ne permettent pas de tels parcours alternatifs. Comme l'illustre la carte ci-dessous, on constate une tendance géographique claire entre ces pays; les parcours alternatifs sont une caractéristique des systèmes d'enseignement supérieur de l'Europe de l'ouest. De plus, un nombre important de systèmes sans parcours alternatifs pour accéder à l'enseignement supérieur ne dispose également pas de règlements sur la reconnaissance et la validation des apprentissages formels et informels.

Parcours alternatifs pour accéder à l'enseignement supérieur pour les candidats non traditionnels, 2009/2010



Source: Eurydice.

LES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DOIVENT ENCORE ÊTRE DÉVELOPPÉS DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE

Bien que certains pays aient établi des indicateurs ou des objectifs cibles pour la participation des groupes sous-représentés, cette pratique n'est pas très développée.

L'impact des mesures prises pour augmenter et élargir la participation est difficilement mesurable au niveau européen, étant donné que les pays ne combinent pas seulement des mesures différentes mais contrôlent aussi des aspects différents de la composition du corps étudiant. Il est donc difficile

de fournir une image comparative de la façon dont les groupes sous-représentés se débrouillent dans les différents systèmes éducatifs en Europe. Seuls cinq pays rendent publiques les données sur les taux de réussite des étudiants. Cela signifie que, dans de nombreux pays, le taux de réussite des étudiants n'est pas considéré comme une question d'intérêt pour la société ni comme une mesure pour laquelle les institutions devraient rendre des comptes.

LE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR N'ENCOURAGE PAS EXPLICITEMENT LES OBJECTIFS DE LA DIMENSION SOCIALE

Il est difficile de trouver des preuves évidentes que les mécanismes nationaux de financement institutionnel de l'enseignement supérieur sont orientés vers le soutien et la stimulation du principal objectif politique de la dimension sociale de l'élargissement de la participation. Au contraire, les principaux mécanismes de financement

reposent sur les caractéristiques traditionnelles (comme le nombre de personnel et d'étudiants) ou se focalisent sur d'autres objectifs comme la qualité de la recherche. L'élargissement de la participation est souvent laissé à des programmes de financement plus marginaux.

LES FRAIS D'INSCRIPTION ET LES SYSTÈMES D'AIDE ONT UN IMPACT TRÈS IMPORTANT SUR LA PERFORMANCE DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un aspect fondamental de la performance du système d'enseignement supérieur est de savoir comment les pays réussissent à offrir un accès équitable à un enseignement diversifié et de grande qualité qui permet aux citoyens de développer et de concrétiser leur potentiel. Alors que l'existence de frais d'inscription peut dissuader davantage les groupes à faibles revenus et socialement désavantagés que ceux qui sont plus riches et plus avantagés, des mécanismes de soutien financier peuvent agir comme un contrepoids efficace. Ainsi, l'équilibre entre frais d'inscription et soutien financier, et la question de savoir comment cibler les ressources le plus efficacement possible sont des problématiques

essentielles pour élaborer une politique de l'enseignement supérieur.

Les réalités nationales en Europe varient de situations où aucun étudiant ne paie de frais à celles où tous les étudiants paient des frais, et de pays où tous les étudiants reçoivent un soutien aux pays où peu d'étudiants en reçoivent. Les frais peuvent également être fixés à un niveau très bas, symbolique, ou être un élément très important des dépenses globales des étudiants. La diversité des frais et des systèmes de soutien est frappante et peut-être pas suffisamment reconnue, et a un impact très important sur la performance des systèmes d'enseignement supérieur.

PROPORTION DES ÉTUDIANTS DE PREMIER ET DE DEUXIÈME CYCLES QUI PAIENT DES FRAIS ET REÇOIVENT DES BOURSES D'ÉTUDES, 2009/2010

Une majorité reçoit des bourses d'études		
Pays avec minorité de frais	DK, MT, FI, SE, UK-SCT, LI, NO	CY, NL, SK, UK-EWNI
	DE, EL, LT, HU, AT	BE, BG, CZ, EE, IE, ES, FR, IT, LV, PL, RO, SI, IS, TR
Une minorité reçoit des bourses d'études		Pays avec majorité de frais

Source: Eurydice.

Dans la majorité des pays, les étudiants doivent, en principe, payer des frais, mais divers critères sont utilisés pour décider quels étudiants doivent payer et/ou le montant dont ils doivent s'acquitter. De tels critères se basent souvent sur le type d'études, le type de programme d'études ou la filière choisie, mais ils peuvent aussi être fondés sur des caractéristiques de la population estudiantine ou sur une combinaison des deux approches.

De nombreux pays européens combinent bourses et prêts; cependant, l'importance relative des bourses et des prêts dans les systèmes mixtes varie aussi de façon significative. Les bourses

sont rarement universelles et sont accordées sur la base des besoins financiers, de la performance académique ou d'une combinaison de ces deux critères principaux. Les systèmes de prêts publics aux étudiants existent dans environ deux tiers des pays européens. L'Islande est le seul pays où les prêts sont l'unique aide publique accordée aux étudiants.

L'image liée au soutien indirect est encore plus diversifiée et plus étroitement liée à l'approche de la politique sociale générale des pays. Dans seize systèmes, les parents des étudiants ne bénéficient ni d'avantages fiscaux ni d'autres allocations financières.

LES DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES DOIVENT ÊTRE ABORDÉS

La démographie en Europe affectera profondément les pays, mais son impact sera ressenti différemment dans les différentes parties du continent. Le déclin démographique entre 2010 et 2025 au sein de la population âgée de 18 à 34 ans affectera considérablement les pays d'Europe centrale, de l'est et du sud. En revanche, une minorité de pays situés principalement en Europe du nord montre des projections positives du nombre de jeunes dans la population.

Si une baisse importante du nombre de diplômés qualifiés doit être évitée, l'offre d'enseignement

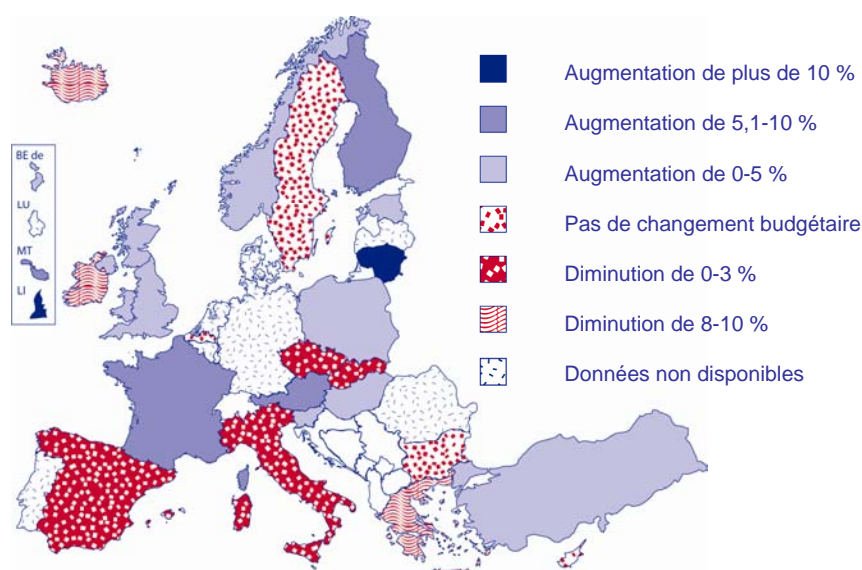
supérieur doit être élargie à de nouveaux étudiants potentiels à travers le renforcement du soutien à l'apprentissage tout au long de la vie et une attention croissante à la diversification du corps étudiant. Ce rapport met en évidence que les nombreux pays où l'élargissement de l'accès aux groupes sous-représentés et aux apprenants adultes sera nécessaire de façon urgente sont ceux où de telles mesures pour ouvrir les systèmes d'enseignement supérieur aux apprenants non traditionnels sont actuellement les moins développées.

LES ÉVOLUTIONS DU FINANCEMENT AU NIVEAU MACRO NE SONT PAS UNIFORMES PARI MI LES PAYS EUROPÉENS

Même avant que l'impact de la crise financière et économique ne se fasse sentir, les investissements dans l'enseignement supérieur ne parvenaient pas à suivre le rythme des tendances de participation. En effet, alors que la participation s'accroissait rapidement avant 2008, le financement restait stable en termes de pourcentage des dépenses du PIB, et plusieurs pays avaient en fait réduit leurs budgets alloués à l'enseignement supérieur au cours des années précédant 2008.

Toutefois, depuis 2008, les tendances de financement sont divergentes. Alors que d'importantes coupes budgétaires ont été (ou seront) imposées à certains systèmes, plusieurs pays européens, y compris les pays qui ont connu d'importantes difficultés financières, ont adopté des plans de relance contenant des mesures de soutien à leur système d'enseignement supérieur. Étant donné le besoin permanent de personnes hautement qualifiées sur le marché du travail, cette dernière stratégie pourrait s'avérer plus efficace dans l'atténuation des effets à long terme de la crise économique.

Changements dans les budgets de l'enseignement supérieur de 2009/2010 à 2010/2011



Source: Eurydice.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- Les pays éprouvent des difficultés à adapter leur système d'enseignement supérieur pour répondre aux défis posés par les changements sociétaux rapides des dernières années.
- La dimension sociale n'est généralement pas devenue un moteur important dans la politique de l'enseignement supérieur, mais de nombreuses mesures spéciales ont été mises en place dans la plupart des pays pour s'attaquer à la sous-représentation de groupes particuliers.
- Les déclarations politiques sur la dimension sociale ne sont pas toujours assorties de mesures cohérentes, de financements pour les réaliser ou de mécanismes de contrôle pour évaluer leur impact.
- Il est urgent d'aborder les questions de dimension sociale avec plus de force et de cohérence, à la fois au niveau européen et au niveau national, notamment en raison du ralentissement économique en Europe.

*

* *

L'étude complète

La *modernisation de l'enseignement supérieur en Europe 2011: financement et dimension sociale* est disponible en allemand, anglais et français sur le site d'Eurydice: http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/thematic_studies_en.php

La version imprimée est également disponible à la demande: eacea-eurydice@ec.europa.eu

Contact

Wim Vansteenkiste, communication et publications, Eurydice: +32 2 299 50 58
David Crosier, auteur et coordinateur, Eurydice: +32 2 299 50 24